



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

19505989-20230515-RH2023DEC131-BF

Accusé certifié exécutoire

Reception par le préfet : 17/05/2023

## DECISION DU MAIRE

PRISE LE 15 MAI 2023

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DES  
DELIBERATIONS DU 25 MAI 2020 ET DU 19 MAI 2022

Service Ressources Humaines  
LB/KMC

2023-n° 131

---

**OBJET : Formation des membres des Formations spécialisées et des CST en l'absence de FS : les fondamentaux**

---

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,  
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

**VU** les délibérations n°2020-05-25/05 du 25 mai 2020 et n°2022-05-19/04 du 19 mai 2022 aux termes desquelles il a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2122-1 et R2122-8,

**CONSIDERANT** la nécessité et l'obligation de faire bénéficier 1 membre représentant du personnel du CST et de la FSSSCT de la commune d'une formation des membres des Formations spécialisées et des CST en l'absence de FS : les fondamentaux,

**CONSIDERANT** l'offre présentée par le CNFPT – Délégation d'Ile de France, 145, avenue Jean Lolive 93695 Pantin cedex,

### DECIDE

**Article 1 :** La signature d'un bon de commande concernant une formation des membres des Formations spécialisées et des CST en l'absence de FS : les fondamentaux , d'une durée de 3 jours, pour 1 agent membre du CST et de la FSSSCT, avec le CNFPT, pour un coût total de 180 euros.

**Article 2 :** Les autres prescriptions contractuelles sont mentionnées dans les conventions jointes à la présente décision.

Le Maire,  
Vice-président délégué du Conseil départemental,



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le 17 MAI 2023  
Mis en ligne et/ou notifié le : 23 MAI 2023

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le 23 MAI 2023

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.